

## G



**GABELLE (M. Pierre)**, *Député du Loiret*  
(M. R. P.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1523). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); par la Commission des finances membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac [16 février 1956] (p. 342). — Est élu représentant de l'Assemblée Nationale au sein de la Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [28 février 1956] (p. 555). — Est nommé membre du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [6 mars 1956] (p. 667). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, [12 décembre 1957] (p. 5328).

#### Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de suppléance électrique des receveurs-distributeur des P.T.T., de manière à ce que l'administration des P.T.T. soit l'employeur direct des suppléants, n° 372. — Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compter à temps complet la durée du travail du receveur distributeur des P.T.T. lorsque son bureau est ouvert aux opérations postales, n° 373. — Le 24 avril 1956, une proposition de

loi tendant à modifier les taux de majoration des rentes viagères, n° 1667. — Le 26 avril 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des majorations aux rentes viagères servies en réparation d'un accident par les compagnies d'assurances à leurs propres assurés en vertu d'un contrat d'assurance groupe ou individuelle, n° 1668 (rectifié). — Le 26 avril 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques la fraction des arrérages servis aux titulaires de rentes viagères à capital aliéné qui correspond au remboursement d'un capital, n° 1669. — Le 26 avril 1956, une proposition de loi tendant à appliquer à tous les rentiers viagers les taux et tranches de majoration dont bénéficient les rentes ayant fait l'objet de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, n° 1670. — Le 26 avril 1956, une proposition de loi tendant à porter à 1.000 0/0 le coefficient de majoration des rentes viagères constituées avant le 1<sup>er</sup> octobre 1936, n° 1673. — Le 3 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en compte pour la délivrance de la carte d'ancien combattant, les services effectués dans les ambulances avancées de la zone des armées, n° 1745. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier divers articles de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, n° 2004. — Le 8 juin 1956, une proposition de loi tendant à réévaluer les taux de majoration des rentes viagères, n° 2111. — Le 12 juillet 1956, une proposition de loi tendant à fixer les modalités de recrutement des contrôleurs et des contrô-

leurs des installations électro-mécaniques des P.T.T., n° 2553. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 3 juillet 1944 précisant la situation, au regard de la législation du travail, des gérants de succursales de maisons d'alimentation de détail, n° 2576. — Le 24 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 10 septembre 1956 la date limite de règlement du complément d'imposition résultant de l'augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés, n° 2643. — Le 26 juillet 1956, une proposition de loi tendant à permettre l'adoption ou la légitimation adoptive après naissance d'enfants légitimes, d'enfants recueillis préalablement à ces naissances ainsi que d'enfants abandonnés ou orphelins par suite d'événements de guerre et intégrés dans une famille, n° 2667. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 54-626 du 9 juin 1954 fixant le statut du corps des agents d'exploitation des P.T.T. et le décret n° 54-627 du 9 juin 1954 fixant le statut du corps des agents des installations des P.T.T., n° 2900. — Le 9 novembre 1956, une proposition de loi tendant à rapporter le décret du 11 septembre 1931 et à modifier le décret-loi du 8 août 1935 concernant les expropriations pour cause d'utilité publique, n° 3198. — Le 28 décembre 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux titulaires de pensions proportionnelles admis à la retraite avant le 9 août 1956, le bénéfice des dispositions de l'article 136 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 modifiant l'article L 31 du Code des pensions civiles et militaires de retraites, n° 3725. — Le 14 février 1957, une proposition de loi relative aux plantations destinées à la production de vins délimités de qualité supérieure, n° 4139. — Le 27 février 1957, un avis en application de l'article 57 bis du règlement au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues (n° 1954) tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, n° 4322. — Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit « loi du 5 juillet 1941 » modifiée, portant organisation de l'enseignement agricole public en ce qui concerne l'École nationale d'enseignement ménager agricole, n° 4557. — Le 20 mars 1957, une proposition de loi tendant à compléter le quatrième alinéa

de l'article 4 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliaariat, n° 4591. — Le 22 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder rapidement à l'examen des revendications du personnel des bureaux-gares, services ambulants, centralisateurs, départementaux, transbordements et entrepôts des P.T.T., n° 4646. — Le 3 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 30 avril 1957 le délai accordé aux entreprises et sociétés pour effectuer les formalités relatives aux nouveaux impôts institués par les décrets nos 57-335 et 57-336 du 18 mars 1957, n° 4743. — Le 10 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux receveurs-distributeurs des P.T.T. l'échelle 7 C, n° 5423. — Le 7 février 1958, une proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'assurance-vieillesse, n° 6529. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107), (2<sup>e</sup> partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) annexe n° 3 : rapport sur les crédits de l'agriculture, n° 6609. — Le 20 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6411) relatif à la majoration du droit de circulation sur les vins destinés à la section viticole du Fonds national de solidarité agricole ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de MM. Georges Juliard, Laborbe et André Bégoïn (n° 6216) tendant à assurer à la section viticole du Fonds national de solidarité agricole les ressources nécessaires à la prise en charge de la première annuité des prêts spéciaux aux viticulteurs victimes des gelées de 1956; 2<sup>o</sup> de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues (n° 6372) tendant à augmenter les ressources de la section viticole du Fonds national de solidarité agricole pour assurer en priorité la prise en charge des premières annuités des prêts spéciaux aux petits et moyens viticulteurs victimes de gelées, n° 6666. — Le 18 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 186 du Code général des impôts relatif aux réductions pour charges de famille applicables pour le calcul de la taxe proportionnelle, n° 6922. — Le 19 mars 1958, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 55 du Code des pensions civiles et

militaires ainsi qu'à modifier l'article 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, n° 6937. — Le 20 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger du 31 mars 1958 au 15 avril 1958 le délai accordé aux contribuables pour la production des déclarations relatives aux bénéficiaires industriels et commerciaux lorsqu'il s'agit d'entreprises dont l'exercice comptable a été clos le 31 décembre 1957 et à fixer au 15 mai au lieu du 15 avril 1958 la date limitée pour la production des déclarations et le paiement du premier quart de versement de 2 0/0 sur les réserves des personnes morales, n° 6948.

### Interventions :

Ses rapports au nom du 5<sup>e</sup> bureau : sur les opérations électorales du département de la Marne [19 janvier 1956] (p. 24) ; — sur les opérations électorales du territoire de Madagascar : a) (1<sup>re</sup> circonscription-Centre ; Collège des citoyens de statut personnel) [15 février 1956] (p. 310) ; b) (2<sup>e</sup> circonscription-Est ; Collège des citoyens de statut personnel) (p. 311) ; c) (3<sup>e</sup> circonscription-Ouest ; Collège des citoyens de statut personnel) (p. 311) ; d) (1<sup>re</sup> circonscription ; Collège des citoyens de statut français) (p. 311) ; e) (2<sup>e</sup> circonscription ; Collège des citoyens de statut français) (p. 312). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'un projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : *Amendement de M. Boisdé tendant à supprimer la prescription de trois ans pour le remboursement du trop-perçu en cas de fraude ou de fausse déclaration* [23 mars 1956] (p. 1243) ; — des conclusions du rapport du 5<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (Collège des citoyens de statut personnel ; 1<sup>re</sup> circonscription-Centre, en qualité de *Rapporteur* [18 avril 1956] (p. 1306) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 43-31 : *Situation des centres d'apprentissage* [29 mai 1956] (p. 2093) ; Chap. 61-60 : *Demande de réserve de M. Boscary-Monsservin : participation du fonds d'investissement routier aux travaux de voirie rurale ; financement du programme conditionnel d'adduction d'eau par le budget ; travaux d'hydraulique agricole* (p. 2102 2103) ; P. T. T. : *Motion préjudicielle de M. Schaff tendant à surseoir à*

*l'examen des chapitres du budget des P. T. T. jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [20 juin 1956] (p. 2780, 2781) ; Art. 20 ter : *Subvention des travaux d'équipement rural ; part de la subvention payable en capital* [21 juin 1956] (p. 2861, 2862) ; *Son article additionnel relatif au recrutement des contrôleurs des P. T. T. et des contrôleurs des installations électromécaniques* [22 juin 1956] (p. 2922) ; le retire (p. 2923) ; *Son article additionnel relatif à la durée du travail des receveurs-distributeurs des P. T. T.* (p. 2923) ; le retire (ibid.) ; Art. 48 : *Son amendement tendant à accroître les promesses de subventions pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales* (p. 2933) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 61-60 : *Amendement de M. Ducos tendant à rétablir ce chapitre* (p. 2934) ; Chap. 61-72 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à rétablir ce chapitre* (p. 2935) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 46-51 : *Observations sur l'application du statut des réfractaires* (p. 2995) ; en troisième lecture, Art. 10 bis : *Demande de disjonction de M. Buron (Exonération de la taxe sur les spectacles ; cas des maisons familiales de vacances)* [26 juillet 1956] (p. 3690) ; — du projet de loi créant un fonds national de solidarité, en troisième lecture ; Art. 4 : *Ses observations sur le cas de certaines veuves de guerre* [19 juin 1956] (p. 2724) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, AGRICULTURE, Titres I, III et IV, en qualité de *Rapporteur spécial* : « *Débudgétisation* » des investissements ; diminution de la part de l'agriculture dans le revenu national ; organisation nécessaire des marchés agricoles ; nomination d'un ingénieur en chef du génie rural dans chaque département ; remplacement des techniciens affectés à l'Administration centrale par des administrateurs civils ; rôle des techniciens agricoles dans le contrôle de l'assistance technique accordée à certains pays sous-développés ; subventions accordées aux centres d'apprentissage et aux maisons familiales rurales ; relèvement du taux des bourses des écoles d'agriculture [1<sup>er</sup> décembre 1956] (p. 5378 à 5380) ; Augmentation du nombre des ingénieurs du génie rural (p. 5389) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Titres III et IV : *Plan d'expansion régionale des départements d'outre-mer ; nomination d'un inspecteur général de l'économie nationale pour ces mêmes départements ; versement des primes aux producteurs de matières*

textiles ; stockage anormal des produits alimentaires ; dangers menaçant l'expansion économique (p. 5401) ; Art. 15, Etat D, AGRICULTURE : Mise à la charge du fonds de développement économique et social des crédits destinés à l'alimentation en eau potable et à la voirie rurale ; transfert vers la Caisse nationale de crédit agricole des crédits destinés à l'habitat rural [3 décembre 1956] (p. 5422) ; Art. 17, Etat F, en qualité de Rapporteur spécial (p. 5432) ; Art. 18, Etats G et H, P. T. T. : Problème des effectifs ; développement du réseau des télécommunications ; réforme statutaire du cadre A, notamment pour les services administratifs ; indice de traitement des surveillantes ; intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs ; logement du personnel ; financement des investissements ; augmentation nécessaire du taux d'intérêt servi par le Trésor pour les sommes mises à sa disposition par le service des chèques postaux ; problème des tarifs de presse [7 décembre 1956] (p. 5697, 5698) ; Art. 51 bis : Son sous-amendement à l'amendement de M. Paquet prévoyant que les versements provisionnels effectués par les régimes des prestations familiales seront à valoir pour la surcompensation [8 décembre 1956] (p. 5786) ; — du projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante : Extension aux confitures du régime fiscal des sucres [26 décembre 1956] (p. 6229). — Dépose une demande d'interpellation sur les récentes décisions fixant les conditions de réalisation des intégrations d'agents d'exploitation des P. T. T. dans le cadre des contrôleurs [21 février 1957] (p. 1034). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères : Nécessité de tenir compte des dévaluations antérieures au 1<sup>er</sup> septembre 1939 ; revalorisation nécessaire des rentes servies en vertu des contrats « d'assurance individuelle » et « d'assurance groupe » [21 février 1957] (p. 1042) ; — de la proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, en qualité de Rapporteur pour avis : Déclare inapplicable l'article 10 du décret organique [28 février 1957] (p. 1196, 1197) ; — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-245 du 24 février 1957 soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des

maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun : Amendement de Mme Francine Lefebvre tendant à préciser le caractère provisoire des dispositions du décret dans l'attente de l'institution d'un régime général de sécurité sociale [12 avril 1957] (p. 2284) ; — d'une question orale de M. Ulrich relative au mécontentement qui règne parmi le personnel de l'Administration des P. T. T. et les mesures que le Secrétaire d'Etat aux P. T. T. envisage de prendre pour satisfaire les légitimes revendications de ses agents [21 juin 1957] (p. 2851) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation et au fonctionnement des colonies de vacances ; Art. 2 : Amendement de M. Seitlinger tendant à substituer au mot « l'emploi » les mots « la fonction » [19 juillet 1957] (p. 3793) ; Amendement de M. Seitlinger complétant cet article (ibid.). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux P. T. T. une question orale relative à l'intégration d'agents des P. T. T. dans les grades de contrôleur et de contrôleur des installations électro-mécaniques [6 décembre 1957] (p. 5208). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi sur les ressources de la section viticole du Fonds national de solidarité agricole, en qualité de Rapporteur : Rappel du rôle de la section viticole ; insuffisance de ses ressources à la suite des dommages causés aux vignobles durant l'hiver 1955-1956 ; urgence du vote du projet, seul mode de financement valable [25 février 1958] (p. 978, 979) ; Article unique : Contre-projet de M. Paumier (p. 983) ; Amendement de M. Roquefort tendant à créer une taxe à la charge des viticulteurs d'Algérie (p. 985) ; Amendement de M. Rieu tendant à augmenter le prélèvement sur la taxe unique frappant le vin (p. 986) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 (deuxième partie), Crédits d'investissements, AGRICULTURE, en qualité de Rapporteur spécial : Réduction des autorisations de programme ; équipement rural ; amélioration du cadre des exploitations agricoles, locaux destinés à l'Ecole nationale des industries agricoles ; amélioration de l'équipement ; mise en valeur des Landes de Gascogne ; utilisation des crédits du fonds routier destiné à la voirie rurale ; électrification rurale [6 mars 1958] (p. 1272 à 1274) ; Position du Gouvernement sur l'article 19 ter (Subvention relative aux travaux d'équipement rural) [7 mars 1958] (p. 1323) ; Titre V concernant les investissements (p. 1327) ; Art. 20 : Amendement de M. Paumier tendant

à attribuer par priorité les prêts et subventions du fonds forestier national aux exploitants agricoles dont le revenu cadastral ne dépasse pas 60.000 francs [8 mars 1958] (p. 1347). — S'excuse de son absence [12 juin 1957] (p. 2682), [18 octobre 1957] (p. 4510). — Obtient des congés [12 juin 1957] (p. 2682), [18 octobre 1957] (p. 4510).

**GABORIT (M. Roger)**, Député de la Charente-Maritime (R. R. S. puis G. D. R. S.).

*Questeur de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). — Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre suppléant de la Commission des finances [9 juillet 1957] (p. 3432), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu : Vice-Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [10 février 1956] (p. 254); représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [22 février 1956] (p. 434); membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [29 février 1956] (p. 572).

#### Dépôts :

Le 25 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, portant modification de la loi du 23 février 1941 concernant la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce, n° 1948. — Le 29 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957, n° 3402. — Le 23 janvier 1957, une proposition de loi tendant à modifier les articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 3861. — Le 1<sup>er</sup> février 1957, une proposition de loi tendant à soumettre à autorisation administrative la création,

l'extension ou la remise en exploitation de marais salants, étangs salés ou lacs salés, n° 3997. — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier les articles 158, 159 et 161 du Code des pensions civiles et militaires en vue de l'attribution d'avances sur pension dès le premier jour du mois qui suit la suspension du traitement d'activité, n° 5711. — Le 12 novembre 1957, une proposition de loi tendant à la révision de certaines indemnités de transfert aux services nationaux d'électricité et de gaz des biens d'entreprises non cotées en Bourse, n° 5891. — Le 5 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'assiette des cotisations de sécurité sociale pour les élèves des cours professionnels et des cours de promotion du travail, n° 6508.

#### Interventions :

Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [25 janvier 1956] (p. 80). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Opinion du Gouvernement sur la question des lois scolaires* [17 février 1956] (p. 354). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture anticipée de la chasse, en particulier dans la zone maritime [7 mars 1956] (p. 722). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, MARINE MARCHANDE, Titres III et IV, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réforme du régime des retraites des marins; Communication à la Commission de la marine marchande de la liste des chantiers ayant bénéficié de la loi d'aide; Situation des gardes, des syndicats et des agents de gardiennage* [30 novembre 1956] (p. 5353 à 5354); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Ses explications de vote : réalisation du marché commun pour le plus grand bien des consommateurs, des producteurs et de la classe ouvrière, adaptation prévue par le traité, amélioration globale de la productivité* [9 juillet 1957] (p. 3482, 3483); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain; *Explications de vote : Octroi des pouvoirs spéciaux au Gouvernement légitime à condition qu'il poursuive les véritables auteurs de désordre et qu'il veille à la sauvegarde de l'Algérie* [16 mai 1958] (p. 2381). — S'excuse de son